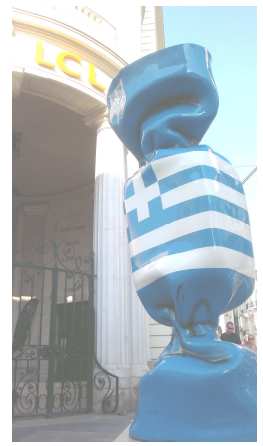




# MARDI 11 OCTOBRE 2011

## Journée nationale d'action interprofessionnelle unitaire pour une autre répartition des richesses créées par les salariés...



Les conditions de vie et de travail découlant des choix patronaux et gouvernementaux se sont fortement dégradées. La régression sociale imposée aux salariés pour payer une crise financière dont ils ne sont pas responsables est inacceptable.

**La CGT considère que la régression sociale se combat...** Il y a urgence à ce que la voix des salariés, retraités, privés d'emploi et de la population en général s'exprime avec force pour une autre politique économique et sociale. Les motifs de mécontentement se multiplient, se renforcent... et exigent une mobilisation massive.

### Les revendications salariales

Ce n'est certainement pas la prime aléatoire liée aux dividendes qui apportera une réponse adaptée. Il faut ajouter à cela l'absence de coup de pouce du Smic depuis 5 ans et la volonté du gouvernement français de supprimer l'obligation de hausse automatique du Smic en fonction de l'inflation, dans le cadre du « Pacte Euro plus ».

### L'emploi

La précarité et le chômage demeurent à un haut niveau. Pourtant, le gouvernement n'hésite pas à annoncer un décret prochain décidant d'un nouvel allongement de la durée de cotisations pour les droits à la retraite. Les chiffres du chômage du mois de juillet 2011 confirment bel et bien que la crise économique et sociale n'est pas terminée.

### La protection sociale

La direction de la Sécurité sociale préconise un plan d'économie de plus de 2 milliards pour 2012 sous entendant de graves conséquences pour les salariés et leurs familles.

## Se mobiliser ensemble : une nécessité !

### Les Services publics

Il nous faut opposer la promotion des Services publics rénovés aux orientations destructrices du gouvernement. Investir dans les Services publics qu'ils soient de transport, eau, énergie, santé, emploi et formation, éducation, poste et télécommunication, justice, finances... c'est œuvrer au développement humain durable et viser la satisfaction des besoins sociaux d'aujourd'hui et de demain.

La conférence de presse du premier ministre FILLON le 24 août dernier, n'a été en fait qu'une opération de communication.

**Il ne suffit pas de dire que les plus riches sont appelés à l'effort pour que ce soit vrai.**

L'impôt exceptionnel sur les plus fortunés pour une recette escomptée de 200 millions d'euros est loin de compenser ce que ces catégories ont accaparé ces dernières années. Rien que la baisse de l'ISF (Impôt sur la fortune) aura réduit les recettes de l'Etat de 2 milliards d'euros.

**De même pour les entreprises.** La correction marginale du dispositif pour les heures supplémentaires annonce 600 millions de recettes nouvelles qui sont à rapporter aux 170 milliards d'euros d'aides et d'exonérations accordées aux entreprises par l'Etat et les Collectivités locales.



# La CGT met en avant une série d'exigences pour cette rentrée.

**Conditionner toute aide publique au respect de critères** portant sur l'emploi, les politiques salariales des entreprises et donner des moyens d'intervention aux salariés sur le bien fondé et l'usage de ces aides.

**Agir sur les salaires dans le privé et dans le public.** C'est indispensable pour empêcher la baisse de la consommation qui est le moteur de la croissance économique.

**Stopper les suppressions d'emplois, voire créer de nouveaux postes dans la Fonction publique et les Services publics** qui sont des outils pour la cohésion sociale et l'efficacité économique et sociale.

**Réformer la fiscalité en profondeur.** La baisse des taux d'imposition, l'augmentation des cadeaux fiscaux et une politique favorisant les revenus du patrimoine ont permis aux plus riches de s'enrichir davantage en contribuant moins aux besoins collectifs.

**Créer un pôle financier et public,** et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour favoriser l'investissement productif : l'emploi, la formation, la recherche, les équipements. La puissance publique doit faire prédominer l'intérêt collectif dans la gestion du secteur financier.

**Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.** Le nombre d'heures supplémentaires effectué a battu un nouveau record au 2<sup>ème</sup> trimestre alors que le chômage augmente.

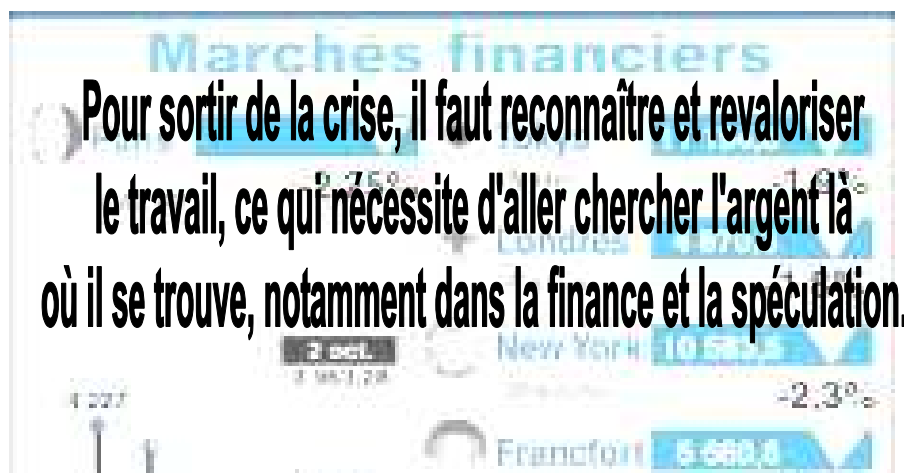
186 millions d'heures supplémentaires au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit l'équivalent de 400 000 emplois en rythme annuel.

**Développer les politiques publiques** et notamment donner les moyens indispensables aux politiques d'éducation, de santé, de recherche.

**Contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives aux licenciements** en élargissant les pouvoirs d'intervention des salariés et de leurs représentants dans leur entreprise.

Cette intervention doit pouvoir traiter des orientations stratégiques, du devenir des sites et établissements, des mutations économiques et sociales, des besoins de nouvelles qualifications, des programmes de recherche et développement.

- Urgent à la rentrée**
- Revendiquer
  - ✓ Nos augmentations salariales et le Smic à 1 700 €
  - ✓ Nos conditions de travail dignes et des emplois
  - ✓ Des services publics et une protection sociale de qualité
- Se mobiliser ensemble :  
une nécessité ! 



## J'adhère à la CGT LCL NORD OUEST

Nom..... Prénom.....  
agence .....  
Adresse personnelle.....  
Code Postal..... Ville..... Tél.....

Bulletin à renvoyer à LOCAL CGT LCL - Le Havre Gobelins 48834 - VIA LE HAVRE 6500  
Fax 02 35 54 73 57 E-mail : cgtlecreditlyonnais@gmail.com